

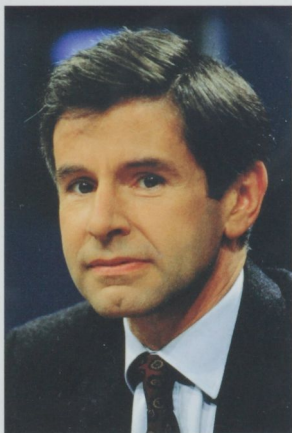
L 3.11

M5

521

Alain Minc

mondialisation heureuse



La France sera-t-elle
le mauvais élève de la modernité ?
Elle mérite mieux.

033811720

33

LA MONDIALISATION HEUREUSE

D2

1999 - 19625

Du même auteur

Rapport sur l'informatisation de la société, avec Simon Nora, La Documentation française, Le Seuil, 1978.

L'Après-crise est commencé, Gallimard, 1982.

L'Avenir en face, Le Seuil, 1984.

Le Syndrome finlandais, Le Seuil, 1986.

La Machine égalitaire, Grasset, 1987.

La Grande Illusion, Grasset, 1989.

L'Argent fou, Grasset, 1990.

La Vengeance des nations, Grasset, 1991.

Le Média-choc, Grasset, 1992.

Français, si vous osiez, Grasset, 1992.

Le Nouveau Moyen Age, Gallimard, 1993.

Contrepoints, recueil d'articles, Le Livre de poche, 1993.

La France de l'an 2000, rapport au Premier ministre, Odile Jacob / Documentation française, 1994.

Deux France ? avec Philippe Séguin, Plon, 1994.

L'Ivresse démocratique, Gallimard, 1994.

Antiportraits, Gallimard, 1996.

Louis Napoléon revisité, Gallimard, 1997.



ALAIN MINC

LA MONDIALISATION
HEUREUSE

PLON

3 193 1

DL-27 07 1998

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, (2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

© Plon, 1997.

ISBN 2.266.08333.1

Sommaire

Avant-propos.....	9
1 Le marché-roi	11
2 Le bouclier européen	41
3 Les lois de la « gravitation économique »	64
4 La quête de l'impossible salut	89
5 La fin du chômage ?	108
6 Un nouveau jeu	133
7 La France à mi-chemin	157
8 Lettre ouverte au Premier ministre	184



Sommaire

1	Le premier chapitre	1
2	Le deuxième chapitre	2
3	Le troisième chapitre	3
4	Le quatrième chapitre	4
5	Le cinquième chapitre	5
6	Le sixième chapitre	6
7	Le septième chapitre	7
8	Le huitième chapitre	8
9	Le neuvième chapitre	9
10	Le dixième chapitre	10

Avant-propos

Je peux comprendre la colère des ouvriers de Moulinex et de Vilvorde, leur refus de la « mondialisation », leur désarroi face à l'injustice. Je ne supporte plus les approximations intellectuelles, les hypocrisies, les ambiguïtés de la longue cohorte qui mêle hommes politiques, industriels, universitaires, romanciers, prêts à partir en guerre contre l'évidence, comme ces enfants qui s'acharnent à nier la pesanteur. « Pensée unique », avait martelé Jacques Chirac, avant de découvrir six mois après son élection, à son corps défendant, le principe de réalité. « Mondialisation » sauvage, cruelle, violente, psalmodient les pleureuses d'aujourd'hui, comme si la France allait, seule, s'évader du monde qui l'entoure.

Vues de l'étranger, nos discussions apparaissent surréalistes. Qu'en pensent un Italien tendu, comme tous ses compatriotes, vers l'objectif de la monnaie unique, un Allemand acharné à sauvegarder son modèle d'« économie sociale de marché », un Britannique qui voit le nouveau gouvernement travailliste préserver l'héritage thatchérien, un Américain obsédé par l'ambition entrepreneuriale, un ancien communiste polonais qui ne rêve que de privatisations et de l'euro, sans compter les Russes, les Chinois, les Vietnamiens qui ont enfin découvert un matérialisme historique à leur goût, la loi du profit ?

L'exception française finit toujours par se nicher quelque part : écartée du champ de l'histoire, puis de la sphère politique, elle s'est réfugiée dans le débat économique, au point de voir des pans entiers de l'opinion aller d'illusion en illusion, à l'instigation d'élites promptes à fantasmer sur l'« autre politique », comme d'autres, hier, sur le modèle chinois, la révolution guévariste ou la patrie du socialisme. Quand notre pays voudra-t-il unanimement admettre qu'accepter la réalité n'est pas un crime et que privilégier la raison sur les pulsions demeure une réaction saine ?

« Et pourtant, elle tourne. » En matière économique, le précepte galiléen équivaut à un postulat lui aussi simple : la mondialisation est. Elle peut même être bienfaisante, pour autant que, tel un judoka qui prend appui sur un point de faiblesse, nous sachions la transformer en force, jouer des libertés qu'elle nous offre, assumer les mutations qu'elle induit. Bizarrerie suprême aux yeux des marchands de fantasmes, cette mondialisation honnie ne nous impose aucun modèle ; elle nous laisse libres de déterminer les termes mêmes de notre contrat social, le type de société que nous avons choisi, le degré de solidarité que nous souhaitons, à la seule et unique condition que nous ne nous acharnions pas à nous mentir à nous-mêmes et à tricher.

Je persiste et je signe : la mondialisation est heureuse.

Chapitre 1

Le marché-roi

« La fin de l'Histoire », nous avait-on promis après la chute du communisme, c'est-à-dire la victoire éclatante, absolue, irréversible de la démocratie. La crise des Balkans, l'autoritarisme du régime de Pékin, le populisme oligarchique qui règne à Moscou, la vengeance des nations ont eu raison de ce rêve irénique. Ce n'est pas la démocratie qui s'est imposée, *über alles*, c'est le marché.

Les idéologues verront, dans ce triomphe, le retour de la réalité : le marché n'est pas un état de culture de la société, le choix d'un système parmi d'autres ; c'est un état de nature et le nier en Union soviétique, en Chine voire en Inde, pendant plus d'un demi-siècle, ne pouvait inverser éternellement ce postulat. Les empiriques se contenteront, eux, de noter l'étrange coïncidence qui voit le communisme s'effondrer, les économies planifiées se dissoudre au moment où le progrès technique assure la libre circulation de l'information et où le dynamisme du capitalisme impose, de son côté, la libération des mouvements de capitaux. Coïncidence ou enchaînement ? Comment ne pas disserter, à l'infini, de l'effet induit par l'instauration d'un « média-monde » sur la solidité des régimes socialistes et sur le fonctionnement des marchés de capitaux ? A la limite, peu importe.

Le décor est désormais planté : hier cantonné à une

petite moitié du monde, le marché règne partout en maître ; il assure la victoire du consommateur sur le producteur, de l'épargnant sur le prêteur, de l'entrepreneur sur le fonctionnaire. Mondialisation, globalisation, internationalisation ne sont que des noms de code pour cette nouvelle loi de la gravitation économique, le marché-roi. Celui-ci s'assimile, par ordre d'importance décroissante, à la toute-puissance des marchés financiers internationaux, à la libre circulation des technologies et, ultime avatar, au libre-échange des produits.

Mais ce nouvel ordre de l'univers ne sera ni stable, ni apaisé. Définitif ? A vue humaine, c'est une évidence. Equilibré ? Ce serait pure naïveté de l'imaginer. Des aléas le menaceront et, au minimum, le bousculeront. Stratégiques : nous sommes sortis d'un monde avec une menace mais sans risques, pour entrer dans un autre monde, lui sans menace, mais avec risques. Sociaux : le règne à venir du marché va de pair avec un cycle croissant d'inégalités. Culturels enfin : une tension apparaît partout entre la tendance à l'uniformité née de la mondialisation des produits, des modes de vie, voire des pensées, et une aspiration chaque jour plus forte à l'identité. La mondialisation peut être, si nous le voulons, heureuse, mais elle ne rime pas, elle non plus, avec la fin de l'Histoire.

*

* *

En septembre 1992, lorsque la livre sterling a été expulsée, par la force des marchés, du système monétaire européen, cinquante milliards de dollars étaient dépensés par demi-journée contre elle. En juillet 1993, quand le franc a été, à son tour, l'objet d'une guérilla monétaire, les réserves de change accumulées par la Banque de France pendant une décennie de politique prudente et sage, se sont volatilisées en une journée. Lorsque les marchés se sont persuadés, après les déclarations de Jacques Chirac, le 26 octobre 1995, qu'à rebours des rodomontades de la campagne présiden-

tielle la France ne s'écarterait ni du sentier d'une orthodoxie raisonnable, ni de la construction de l'Europe monétaire, les taux d'intérêt à long terme ont vu fondre de plus de 3 % la « prime de risque » qui les séparait des taux allemands. Quand, pendant l'été 1996, des déclarations malencontreuses du ministre de l'Economie ont pu laisser croire que le gouvernement cherchait à déstabiliser le gouverneur de la Banque de France et donc à mettre en cause l'indépendance de l'institut d'émission, les taux à trois mois ont augmenté, en une heure, de 0,5 %.

Voilà le monde dans lequel baigne l'économie, à mille lieues de l'époque bénie, aux yeux de beaucoup, où le gouvernement fixait les taux d'intérêt, déterminait la parité de change et payait d'un bref plan de rigueur et d'une modeste dévaluation un moment de laisser-aller. Dans ce temps-là, jusqu'aux années quatre-vingt, les mouvements monétaires internationaux étaient la contrepartie d'échanges de marchandises et de services, et les réserves de change d'un pays lui permettaient de subir, des jours voire des semaines durant, un siège monétaire. Aujourd'hui, moins de un millième des transactions quotidiennes de change correspond à des flux d'importations et d'exportations, et les trésors d'or et de devises laborieusement accumulés par des années d'une balance excédentaire des paiements permettent de repousser un assaut pendant une journée !

Dans ce contexte, le licol monétaire qui enserre nos économies ne cesse de se raccourcir : du temps du général de Gaulle, il a fallu attendre quinze mois pour qu'une dévaluation solde les additions de mai 1968 ; lors de l'arrivée de la gauche au pouvoir, la situation s'est tendue au bout de six mois ; le doute fugitif, pendant l'été 1995, sur la politique économique française a provoqué, en moins de trois mois, une strangulation par les taux d'intérêt ; quant au gouvernement Jospin, il aura eu trois semaines pour retrouver le chemin du réel. Si demain, le pouvoir cédait aux sirènes de « l'autre politique » ou à la tentation de la relance sala-

riale assortie d'une baisse drastique de la durée du travail, les taux d'intérêt n'attendraient pas une semaine pour s'envoler et les taux de change pour s'effondrer ! La France n'est évidemment pas la seule à être logée à cette enseigne. La crise mexicaine a rappelé aux pays émergents combien leur situation financière était en surfusion et les économies d'Asie du Sud-Est viennent de découvrir, à leurs dépens, l'aléa monétaire. Lorsque le gouvernement Berlusconi a donné au monde entier, il y a trois ans, le sentiment d'inventer un péronisme pour pays riches, la lire s'est dépréciée, au grand dam des concurrents de l'Italie, bien davantage que ne l'exigeait la vieille théorie des parités de pouvoir d'achat¹ et les taux d'intérêt se sont envolés à un niveau tel qu'ils ont plus qu'effacé, à moyen terme, les effets toniques de la dévaluation compétitive.

La vérité est simple, les marchés financiers jugent désormais les Etats comme les marchés boursiers les entreprises. Ils le font à partir d'une grille de lecture à plusieurs paramètres : l'endettement, l'évolution des déficits publics, le niveau d'inflation, la croissance et le chômage, ce dernier moins considéré pour lui-même que comme un indicateur de l'équilibre social du pays et donc des risques d'instabilité qui le menacent. Une « pensée unique » est, là, à l'œuvre : de Londres à Singapour, de New York à Tokyo, les opérateurs de marché, cette étrange *lumpen intelligentsia* aux pouvoirs illimités, réagissent de concert. Ils pondèrent, certes de façon différente suivant les moments, les variables, s'inquiètent tantôt d'une légère résurgence de l'inflation, tantôt d'un ralentissement de la croissance, à l'occasion, de la chute des recettes fiscales, de temps à autre, d'une hausse ou d'une baisse du chômage. Ainsi, dans les pays victimes d'un fort chômage, toute augmentation du nombre des sans-emploi perturbe les marchés qui craignent de voir les gouverne-

1. La théorie des parités de pouvoir d'achat supposait que l'évolution des monnaies compensait celle des prix, de manière que, partout, les pouvoirs d'achat s'équilibrent.

ments finir par lâcher du lest et se rallier à une politique de relance ; en revanche, lorsque le plein emploi règne, comme aujourd'hui aux Etats-Unis, les mêmes opérateurs s'affolent de toute diminution supplémentaire du chômage qui laisse augurer des hausses de salaires, et donc un redémarrage de l'inflation.

Les marchés ont une philosophie ; elle est simple, voire simplette mais prévisible ; elle peut paraître fruste, mais au moins est-il aisé, dans la partie de cache-cache qui oppose gouvernants et opérateurs, d'intégrer le mode de raisonnement de l'adversaire. Ils ont aussi, ces diables de marchés, la mémoire longue : quelques faux pas dilapident le crédit accumulé pendant des décennies. Lorsque les Allemands demandent aux Etats qui veulent participer au premier train de l'euro d'avoir, comme eux, une « culture de stabilité monétaire », ils avouent leur crainte de voir les opérateurs ne plus les créditer, à cause de leurs nouvelles fréquentations, d'un demi-siècle de vertu macroéconomique.

A ce jeu-là, la France va beaucoup mieux qu'elle ne le croit elle-même et les marchés lui font davantage confiance que ses élites, éternellement hypocondriaques et sceptiques. Lorsque les taux d'intérêt français à long terme sont de 1 % inférieurs aux taux américains, ce qui ne leur est pas arrivé depuis 1919, le monde entier émet, par le biais des marchés, un vote étonnamment favorable à notre pays, et ce satisfecit se double d'une prime économique, à travers l'avantage que confère à une économie un différentiel de taux. C'est, de ce point de vue, un paradoxe de mesurer, vis-à-vis de nous, la divergence entre une opinion financière louangeuse et une opinion médiatique sceptique : les *traders* de New York ne nous voient pas avec les mêmes yeux que le *New York Times*... Il en va, en définitive, d'un pays face au marché, comme du Juif dans la philosophie sartrienne : il est fabriqué par le regard de l'autre.

La question n'est pas, sauf pour les idéologues, de savoir si, tel qu'il fonctionne avec ses rigidités intel-

lectuelles, ses raisonnements sommaires, ses *a priori*, le marché financier assure un optimum ou s'il est aveugle aux problèmes de la société et donc en train d'aviver des blessures sociales qui pourront, le jour venu, provoquer un cataclysme. Le jeu des arguments et des contre-arguments est sur ce plan-là sans fin. Ainsi les libéraux les plus acharnés, farouches militants de la libre fluctuation des monnaies, oublient-ils que leurs pères spirituels ont établi les principes fondateurs du libéralisme dans un contexte de monnaie unique et, qui plus est, d'une monnaie unique mondiale, l'étalon or. Il faut accepter la philosophie des marchés financiers, telle qu'elle est, la détester, si on le souhaite dans le secret de son âme, mais la traiter comme une réalité, sous peine de violents chocs en retour. A l'intérieur de la sphère de liberté qu'elle donne, à chaque pays de laisser parler son tempérament national et de faire ses choix ! Une telle dépendance n'est pas facile à accepter. Ni pour les gouvernements qui croyaient disposer de leviers d'action et qui voient les instruments légués par le keynésianisme — le déficit budgétaire, la relance de la consommation — devenir inutiles sous le poids d'un endettement qui les soumet à la légitime suspicion des marchés. Ni pour les banques centrales qui ont perdu la maîtrise de la politique des taux, à l'exception des taux au jour le jour dont le maniement relève davantage d'une gestuelle symbolique que de la « robinetterie » macroéconomique. Ni pour les agents économiques dont la vie est dépendante de mécanismes qui les dépassent et sur lesquels ils n'ont ni individuellement, ni collectivement, prise. Ni, bien sûr, pour l'opinion publique qui se sent victime de phénomènes brutaux, lointains et opaques.

Derrière le jeu de rôles entre des marchés financiers de plus en plus « sûrs d'eux-mêmes et dominateurs », des gouvernements apeurés et inhibés par leurs déficits publics et des banques centrales qui essaient de respecter l'adage — « ces mystères nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs » — s'impose une réalité :

l'épargne est devenue mondiale ; elle est insuffisante à l'échelle des besoins ; elle choisit librement les endroits où s'investir. Dans l'après-guerre, les capitaux ont mis encore plus de temps que les produits à circuler librement, même au sein du monde occidental. Ce n'est que dans les années quatre-vingt que les entraves à leur libre circulation sont tombées les unes après les autres, avec pour point d'orgue l'acceptation par la France, en juin 1988, de la libération des mouvements financiers, sans que le gouvernement de gauche obtienne, en contrepartie, un minimum d'harmonisation fiscale entre Européens sur l'épargne.

Celle-ci va désormais où elle veut, au gré des rentabilités différentielles et des régimes fiscaux. C'est le reste du monde, et en particulier le Japon, qui finance le déficit extérieur américain. Ce sont les fonds de pension anglo-saxons qui font désormais la pluie et le beau temps sur les marchés boursiers occidentaux : les « deux cents familles » ont désormais pour héritiers le fonds de retraites des instituteurs de Californie, celui des ouvriers de General Motors, au même titre que les fonds d'investissements britanniques et l'Etat de Singapour. Ce sont les épargnants de la planète qui choisissent les Etats dont ils acceptent de financer, à des taux plus ou moins bas, les déficits publics. Or les détenteurs de l'épargne sont de plus en plus sollicités, comme en témoigne l'apparition, depuis 1982, de taux d'intérêt réels positifs, c'est-à-dire supérieurs à l'inflation.

Cette inversion de signes, le passage de taux négatifs aux taux positifs, porte en elle une révolution sociale. Auparavant, qui possédait s'appauvissait et qui s'endettait s'enrichissait. Désormais, qui possède s'enrichit et qui s'endette s'appauvrit. Mais économiquement, ce bouleversement témoigne surtout de la pénurie d'épargne : plus elle est rare, plus les débiteurs doivent la payer cher, avec des taux réels qui oscillent suivant les moments de 2 % à 7 %... De ce point de vue, la chute du communisme a accentué le déséquilibre entre l'épargne disponible et les besoins d'investissement.

La première s'est encore réduite, puisque le coût de l'unification allemande aura réussi à transformer un des deux pays disposant jusqu'alors du plus fort excédent de la balance des paiements, l'Allemagne, en une économie débitrice. Les seconds n'ont cessé, en revanche, de se développer, dès lors que la moitié du monde, jusque-là hors des circuits d'investissement pendant toute la période communiste, s'est à son tour ouverte et semble obsessionnellement taraudée par le désir de rattraper le temps perdu. Moins d'épargne disponible et des projets à financer de plus en plus nombreux : les taux réels positifs ne sont pas prêts de disparaître.

La liberté de choix des épargnants devient infinie : entre des économies-continentes, entre des pays, entre des entreprises, entre des produits sophistiqués qui pondèrent le risque et la certitude, l'aléa et les garanties. Les débiteurs sont tous en situation de faiblesse, face aux investisseurs, et n'ont de cesse de satisfaire leurs critères de jugement et de les séduire : les entreprises le sont devant les actionnaires avec, désormais, l'obsession de satisfaire le marché — suivant le vocabulaire rituel en usage ; les Etats en face des acheteurs de leurs bons du Trésor ; les banques en quête de refinancements et donc affolées à l'idée de se voir dégradées par les agences de *rating*, au risque de subir un renchérissement de leurs coûts financiers ; les institutions internationales en mal de ressources nouvelles. Les nouveaux maîtres du monde sont moins les investisseurs eux-mêmes que les institutions qui font et défont les réputations sur les marchés : analystes financiers de tout acabit et de toutes spécialités ; agences de *rating* d'autant plus tutélaires qu'elles sont peu nombreuses ; et les principaux gouverneurs de banques centrales, moins pour leur capacité à manier directement les flux, que dans leur fonction de gourous officiels.

La pression se fait, chaque jour, plus forte et rien ne l'arrêtera : même les pays historiquement les plus rétifs face au jeu des marchés financiers, comme l'Allemagne et le Japon, subissent, à leur corps défen-

dant, cette révolution. La libre circulation des capitaux est, sauf cataclysme guerrier, irréversible. Les épargnants profiteront de plus en plus de la liberté de choix qui leur est, de la sorte, offerte ; le marché financier ne cessera de gagner en force et en vigueur, avec pour corollaire la toute-puissance et l'arrogance. A travers ce seul phénomène, la mondialisation aurait déjà triomphé.

*

* *

Autre bouleversement, plus méconnu, la libre circulation des technologies. L'Occident a maintenu, pendant plus d'un siècle, sa domination sur le monde, en tirant sur une rente. Ce fut, jusqu'aux années cinquante, la rente coloniale : la France a été moins habile à ce jeu-là que les Etats coloniaux, d'essence marchande, tels la Grande-Bretagne et les Pays-Bas passés maîtres dans l'art de pratiquer l'« échange inégal ». Ce fut, ensuite, plus discrète mais aussi efficace, la rente technologique. Seuls détenteurs des technologies avancées et premiers bénéficiaires du progrès technique, les pays occidentaux pouvaient resserrer à volonté le robinet des transferts de *know how* vers le monde en voie de développement et ce d'autant plus facilement que celui-ci ne disposait ni de capitaux pour financer les investissements, ni surtout des élites pour maîtriser les processus de production.

L'Occident n'a guère mesuré, pendant la guerre froide, combien la mise hors jeu économique de l'univers communiste l'a aidé à perpétuer cette rente : des économies, fortes de compétences potentielles, étaient clouées au sol ; d'autres se contentaient d'une demi-ouverture internationale, comme en Amérique du Sud ; et, hormis à l'intérieur du monde riche, un modèle semi-autarcique, semi-corporatiste, se perpétuait. Serait ainsi apparu fou, aux yeux des Allemands, celui qui leur aurait expliqué que leur domination industrielle était gagée sur la paralysie économique d'une moitié de

l'univers. Telle était pourtant la vérité. Seule la fameuse spécialisation industrielle allemande pouvait obliger, par un effet de rareté, les acheteurs à être indifférents aux prix de vente. De là la perpétuation de l'excédent commercial germanique, malgré le handicap d'un mark surévalué. Avec l'entrée en lice de nouveaux joueurs, la rente s'efface. Les machines-outils les plus sophistiquées *made in Germany* commencent à être concurrencées par des productions *made in Shanghai*, demain de même qualité et naturellement moins chères.

Le frein financier ne fonctionne plus : l'épargne locale est abondante et des taux de rentabilité faramineux attirent les investisseurs internationaux. Les compétences techniques sont disponibles : oublierait-on que la moitié, désormais, des doctorats décernés aux États-Unis va à des Asiatiques dont une grande partie revient sur place ? La main-d'œuvre est compétente et, *last but not least*, se manifeste un chromosome capitaliste, inhérent au tempérament local, et qui fait, en revanche, largement défaut à Nijni-Novgorod ou à Bakou.

Quant aux secrets de fabrication, aux *process* de production brevetés, aux savoir-faire, en théorie surprotégés, ils circulent désormais presque aussi rapidement que les capitaux. Dans un monde régi par la fluidité de l'information et par Internet, tout finit par être accessible : les brevets deviennent des barrières de papier, les avances technologiques ne durent guère et les rentes sont condamnées. Les secrets de fabrication sont promis au même destin que les secrets d'État : être, de plus en plus vite, mis au jour ! Ainsi, encore fiers de leurs techniques il y a peu, nos mêmes Allemands découvrent la concurrence, apprennent à leurs dépens que leurs spécialisations tels les biens d'équipement, les machines-outils, sont désormais contestées, mesurent les handicaps d'une monnaie trop forte et voient leur salut dans l'euro, grâce au mariage du mark et d'une devise latine raisonnable, le franc. Il existe un étrange enchaînement qui part de la libre circulation des technologies et aboutit à la conversion des

élites économiques allemandes à l'euro... Ce n'est qu'un témoignage, parmi d'autres, de la révolution en marche.

Le destin de ces deux anciens entrepôts de l'Empire britannique, Hong Kong et Singapour, illustre jusqu'à la caricature le phénomène, avec, l'un et l'autre, un revenu par tête supérieur à celui de la Grande-Bretagne. Les ressorts en sont communs : un fort taux d'investissement, une scolarisation développée, une large ouverture au monde. Quand un de ces trois facteurs fait défaut, le décollage n'a pas lieu. Avec un surplus des finances publiques, un système obligatoire de retraites par capitalisation, des investissements étrangers vingt fois supérieurs à ceux que l'Inde a reçus, Singapour avait les moyens matériels de s'affranchir de sa dépendance technologique. C'est un cas ultime mais la croissance des dragons asiatiques s'est déroulée partout sur le même modèle et la Chine s'y adonne à son tour, avec un taux d'épargne qui représente en 1995 43 % du revenu national, une ouverture aux échanges extérieurs aussi importante que pour la France (20 % du produit intérieur), un fort mouvement de scolarisation et la présence d'élites de niveau international. L'Indonésie entre, à son tour, dans ce cercle vertueux et l'Inde s'en rapproche.

Ce n'est certes pas une loi universelle : la Russie découvre les mirages d'une « bourgeoisie comprador » — suivant la vieille terminologie de Marx —, qui tire ses profits de l'importation de biens de consommation, mais elle ne voit pas, en revanche, émerger une classe entrepreneuriale de bonne qualité, susceptible de mobiliser l'épargne, d'investir et de marcher sur les brisées de l'Occident. Il n'existe pas une fatalité du développement, comme nous avons cru autrefois qu'il existait une fatalité du sous-développement. Rien n'est davantage écrit, mais la clef qui suffisait à bloquer le processus, la technologie, est à la portée de tous. De là, pour l'Occident qui se protégeait derrière cette rente, une lancinante question : comment perpétuer son avance ?

Où trouver les avantages qui pourraient se substituer à cet atout désormais disparu ?

Lâchés, il y a quinze ans, par les Japonais dans les nouvelles technologies, les Etats-Unis ont rattrapé leur retard et rétabli leur prédominance, preuve, s'il en était besoin, qu'aucune partie industrielle n'est écrite, que les battus d'une période peuvent, à certaines conditions, être plus tard les vainqueurs et que la mondialisation n'établit pas une hiérarchie incontestable de rétrogradés, de promus et de triomphateurs. La ductilité du capitalisme américain, sa flexibilité, ses audaces, son goût de l'aventure, sa capacité si particulière d'avaler les hommes, les idées, les projets : autant d'atouts face à une révolution technique qui voit les produits les plus sophistiqués vivre moins d'un an avant d'être remplacés par d'autres, moins chers, meilleurs, plus efficaces.

Le sursaut américain met à bas la vieille loi braudé-lienne qui décrit le centre de l'économie-monde allant de Venise à Amsterdam, d'Amsterdam à Londres, de Londres à New York, de New York à Los Angeles, et, demain, de Los Angeles à Tokyo ou Shanghai. Cette vision-là postule, à chaque nouvelle révolution technologique, le déclin irrémédiable des uns et l'ascension irrésistible des autres. Tel n'est plus le jeu. Aujourd'hui ressuscitée, l'économie américaine peut demain reculer. Quelques ratés technologiques, deux ou trois erreurs de calibrage macroéconomique, l'affaiblissement de ce facteur de production plus essentiel encore que le capital et le travail, mais tellement plus fragile, la confiance, et le déclin semble à nouveau menaçant. Plus la technologie sera à la portée de tous, plus la partie sera ouverte, plus les positions acquises seront réversibles. L'Occident se trouve, au fond, dans la même situation que l'est à une échelle plus modeste un monopole public placé brutalement en situation de concurrence. L'un et l'autre peuvent soit se voiler la face et à terme se condamner à l'affaiblissement, soit accepter les nouvelles règles du jeu et tirer parti de leurs positions acquises pour reprendre une longueur

d'avance. Nos pays ne sont plus des rentiers de la modernité ; ils ne sont pas, pour autant, des victimes désignées ; ils redeviennent étrangement maîtres de leur avenir.

*

* *

Et les délocalisations, les suppressions d'emplois, les fermetures d'usines, la concurrence acharnée des pays à bas salaires ? Le chômage n'est pas loin, qui assimile mondialisation et régression. Telles sont en effet les obsessions qui riment avec le mot même de mondialisation, donc avec la libre circulation des produits et des services. Bizarrement, celle-ci est moins avancée, moins sûre d'elle-même que la liberté de circulation des capitaux et des technologies, et pourtant tellement plus fantasmagorique !

Le libre-échange ne cesse certes de progresser ; depuis la chute du communisme, il a gagné la planète entière ; de l'Union européenne au Mercosur, de l'Uruguay Round à l'instauration de l'Organisation mondiale du commerce, les barrières aux échanges s'effondrent les unes après les autres. La progression du commerce mondial est le principal moteur de la croissance. L'avenir n'est pas, néanmoins, écrit ; deux phénomènes libre-échangistes se déroulent en parallèle et ils peuvent soit se renforcer l'un l'autre, soit partiellement se neutraliser.

D'abord, la tendance à la formation de grands ensembles régionaux. L'Union européenne attire, tel un aimant, dans sa zone de libre-échange, l'Europe de l'Est, la Russie occidentale, les pays des Balkans, la Turquie, voire le Maghreb : tous ne rejoindront pas ses institutions mais d'accord d'association en compromis bilatéral, ils participeront librement à son marché. Un grand marché américain se profile parallèlement, de l'Alaska jusqu'à la Terre de Feu : après les Etats-Unis, le Canada, le Mexique, l'Aléna embarquera successivement tous les pays d'Amérique du Sud, le Chili

en premier lieu, qui constituera un trait d'union avec le Mercosur ; les autres suivront, Argentine et Brésil en tête. En Asie aussi, une zone régionale de libre-échange s'installe entre le Japon et les économies de l'Asie du Sud-Est, certes compliquée par le jeu d'une Chine qui veut demeurer à la fois dedans et dehors, et par l'arrivée en force d'une Inde qui ne s'intégrera pas à cet ensemble, tel un banal dragon asiatique. Mais cahin-caha, trois zones régionales de libre-échange se mettent en place après avoir toutes suivi les mêmes étapes qui apparaissent irréversibles.

Parallèlement tout pousse à la libéralisation des échanges à l'échelle mondiale. Des secteurs entiers, jusqu'alors en retard, tels les services financiers et les télécommunications, basculent. Dans un univers aussi complexe que l'agriculture, les prix mondiaux finissent par s'imposer aux dépens des systèmes de protection à l'européenne. Les abaissements tarifaires se poursuivent sans interruption et l'organisation mondiale du commerce traque les mauvais élèves, y compris le premier d'entre eux, les Etats-Unis.

Cette double évolution, cette poussée régionale et mondiale du libre-échange semblent faire de la mondialisation du commerce une certitude. Sans doute faut-il tempérer une vision aussi irénique : la victoire du marché mondial sur les grands marchés régionaux n'est pas encore acquise. Autant le réflexe protectionniste a perdu toute légitimité politique, à l'échelle d'un seul pays, sauf dans l'esprit de quelques illuminés, autant la tentation protectionniste, aux frontières d'un ensemble régional, Europe ou Amérique, continue de rôder et de séduire une coalition qui va d'anciens nationalistes ayant décalqué leurs réflexes autarciques sur un espace plus large jusqu'à des acteurs économiques internationaux soudainement saisis par l'angoisse ou le remords, en passant par les régiments d'économistes désireux de trouver une zone où appliquer leur pharmacopée keynésienne, et par les populistes de tout acabit, aux Etats-Unis ou ailleurs, dési-

Les marchés financiers régulent aujourd'hui l'économie mondiale. Cet état de fait qui n'ira qu'en s'amplifiant n'est certainement pas à considérer comme un épouvantail menaçant les libertés individuelles ou nationales : c'est tout au contraire par une meilleure compréhension des mécanismes de la mondialisation que l'intérêt sera servi. Tel est le défi que le pouvoir politique doit relever sans tarder, sans quoi le pays connaîtra un déclin inéluctable.

Ce nouvel essai d'Alain Minc se clôt sur une "Lettre ouverte à Lionel Jospin" : "La France – écrit-il notamment – a, en main, toutes les cartes qui lui permettraient de vivre une mondialisation heureuse. Son seul drame, le chômage de longue durée, est à portée d'une solution : il existe pour en sortir deux cheminements d'esprit libéral, l'un de droite, l'autre de gauche ; à condition de ne pas se tromper de diagnostic et de faire preuve de continuité. Mais, au lieu de prendre progressivement cette voie, notre pays continue à s'égarer dans des débats économiques qui font rire le monde entier. Il ne renonce pas à trouver un modèle sans équivalent ailleurs, comme s'il allait, seul dans l'univers, inventer une solution miracle."

Né en 1949, major de l'ENA en 1975, Alain Minc est un spécialiste très écouté du monde politique, économique et financier. Il est (depuis 1994) président du conseil de surveillance de la SA- "Le Monde".

ISBN 2-266-08333-3



9 782266 083331

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE



3 7502 01908537 4

CATÉGORIE



© Photo William Stevens / Gamma

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX^e siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en accord avec l'éditeur du livre original, qui dispose d'une licence exclusive confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012.

Avec le soutien du

